

1er février 2010

## Le PPA déclare la guerre à la nouvelle « conspiration chaviste » !

Rafael RICO RIOS, Grégoire SOUCHAY



20 janvier, Madrid. Le journal-phare de la droite espagnole ABC publie l'article « l'arme secrète pour provoquer les tremblements de terre », écrit par la « journaliste » Noelia Sastre qui déclare sans sourciller : « le gouvernement anti-américain du Venezuela, dans sa paranoïa habituelle contre l'empire yankee, assure que « le séisme en Haïti est la conséquence d'un essai militaire de la marine américaine » et souligne que « c'est un tremblement de terre expérimental des États-Unis qui a dévasté Haïti ».

Aussitôt repris, le même jour, Russia Today, victime d'une distorsion temporelle sévère, appose le même mensonge, en voix off sur des images de Chavez datant du 30 décembre dernier qui traitaient .... du [bilan de la politique énergétique pour 2009](#).

Pas de doute possible : un nouveau virus de propagande se répand à grande vitesse dans tous les médias internationaux (1). En France, on le retrouve partout : Le Monde, le Journal du Dimanche, le Post, le bolchévisant Bellaciao (2) et mêmes les sites d'extrême droite qui s'en délectent : Chavez a enfin décidé de valider les thèses conspirationnistes de Meyssan (réseau Voltaire).

Sauf qu'après vérification attentive, Hugo Chavez n'a fait AUCUNE déclaration ou allusion sur quelconque une responsabilité américaine dans le déclenchement du séisme. En réalité, cette hypothèse s'est glissée dans le flot quotidien des milliers d'articles produits par des sites du monde entier, atterrissant aussi sur quelques sites de soutien au processus vénézuélien. C'est ici qu'entre en scène le Parti de la Presse et de l'Argent (PPA, ainsi nommé par le journal le Plan B, <http://leplanb.org/>). La manipulation est particulièrement grossière : si un site qui appuie la révolution vénézuélienne donne à lire cet article, c'est forcément qu'il l'a rédigé ... ce qui « prouve » donc que c'est Chavez qui l'a dit !

C'est un peu comme si on attribuait à Sarkozy un article de Russia Today ou d'ABC dont le Figaro ou TF1 se seraient faits l'écho.

*Les médias finissent par prendre pour vérité leurs mensonges répétés depuis dix ans.*

Dès 2000, l'on pouvait lire que « La liberté d'expression s'amoindrit, Chavez accapare les médias ». En 2010, l'écart n'a jamais été aussi grand entre le Venezuela et son image dans le miroir déformant du PPA. Car dans le Venezuela réel, non seulement la vision de n'importe quel kiosque à journaux ou l'écoute des radios indiquent le contraire, à savoir une presse libre comme le prouve ce 27 janvier la grande majorité

de manchettes et de programmes critiquant le gouvernement. Mais surtout, 80% de cette grande presse (journaux, radio, télé) reste aux mains du privé, et donc de l'opposition ! (3) Il y a deux semaines, l'on pouvait ainsi entendre dans un de ces médias soi-disant « fermé par Chavez » en 2007, *un leader de l'opposition, président du patronat local, déclarer que « la solution au Venezuela est militaire » (voir article ci-après : « El Pais » bâillonne Chavez »).*

### **L'émergence de médias alternatifs.**

Les médias internationaux ont volontairement occulté le fait que le gouvernement bolivarien est depuis 1998 le pionnier de la démocratisation des ondes radio et TV, qui commence tout juste à émerger ailleurs, en Uruguay, Bolivie, Équateur, Argentine, ... et dont ferait bien de s'inspirer la « gauche » européenne. Les médias alternatifs, jadis clandestins et réprimés disposent désormais d'un cadre légal et de la possibilité d'émettre. Existents aujourd'hui plus de 500 médias communautaires, qui loin d'être des « courroies de transmission du chavisme » peuvent se montrer au contraire critiques envers le processus et totalement libres d'expression, beaucoup plus que les médias privés où une structure médiévale perdure : la hiérarchie ordonne et le « journaliste » exécute.

Il est évident qu'une vraie révolution n'est possible que par la critique interne, et l'analyse des erreurs commises. Le premier à demander la critique et l'autocritique est d'ailleurs ... Chavez lui-même. La liberté d'information doit dans une véritable démocratie signifier le droit pour toute la population d'informer, et non celui d'une oligarchie d'experts et de prétendus « journalistes ».

### **Hallucination collective et rideau de fumée.**

En ce qui concerne Chavez et Haïti, l'hallucination collective offre un double avantage. Elle permet de discréditer un peu plus le « dictateur fantasque » devenu « fou paranoïaque ». Mais elle jette surtout un épais rideau de fumée sur l'invasion d'Haïti par l'armée américaine, avec **déploiement de 20 000 soldats et prise de contrôle des points stratégiques de l'île**. Tout cela dans le cadre d'une contre-offensive visant à reprendre le contrôle de l'Amérique Latine : bases militaires en Colombie et Panama, coup d'État au Honduras... Il faut également y ajouter quelques antécédents « fâcheux » pour Haïti : invasions de la France et des Etats Unis au XIXe siècle après « l'indépendance » du pays, soutien étasunien à la dictature des Duvalier, marquées par des massacres de population et pillage des richesses, mais restés aux bons offices de la France qui a accueilli le dictateur en exil. Sans oublier les deux putschs anti-Aristide soutenus par les Etats-Unis en 1991 et 2004, et depuis lors l'installation de forces militaires d'occupations sous l'égide de l'ONU, privatisant l'économie pour la remettre enfin aux multinationales. (4)

### **Cachez ces médecins vénézuéliens et cubains que le PPA ne saurait voir.**

Rideau également sur le fait que les premiers secours apportés à Haïti sont venus du Venezuela, avec une équipe d'urgence **dès le lendemain du séisme**, et l'arrivée de **1200 tonnes de nourriture le surlendemain**. L'initiative majeure revient néanmoins à Cuba, qui aide le pays depuis des années en envoyant régulièrement des médecins volontaires sur place, dont l'action a été saluée par le gouvernement haïtien et Bill Clinton. <http://www.larevolucionvive.org.ve/spip.php?article369&lang=fr>

La pandémie est grave. Un vaccin expérimental dénommé « révolution bolivarienne » a provoqué une réaction très négative de la part du Parti de la Presse et de l'Argent.

Encouragés, nos chercheurs travaillent désormais à la réalisation de traitements définitifs aux noms provisoires de : « démocratisation du latifundio radioélectrique » ou « appropriation populaire de l'information ». D'ici là, seules des injections répétées de « critique des médias » et les vitamines de « remise en cause du discours dominant » pourront permettre à l'information journalistique de survivre ... provisoirement. (5)

Pour le Comité Anastasie pour la Protection de l'Information Juste et Équilibrée (CAPIJE)

Grégoire Souchay

<http://escapades-bolivariennes.blogspot.com/>

Notes :

1 - Pour les contaminés hispaniques :

« Dijo realmente Hugo Chávez que Estados Unidos causó el terremoto de Haití ? Parece que no » <http://blogs.elcorreodigital.com/ma...>

et : « Chávez se suma a la teoría conspiranoica del HAARP » <http://www.rebelion.org/noticia.php...>

Et pour les anglophones, un remède vite ingéré : <http://theantipress.blogspot.com/>

2 - Le Monde : [Haïti et ses amis vénézuélien et cubain](#)

Le JDD : [Les divagations de Chavez](#)

Le Post : [Selon Hugo Chavez l'US Navy aurait provoqué le séisme en Haïti en testant une arme sismique](#)

Bellacio : [Hugo Chavez aurait dit que le tremblement de terre en Haïti aurait été provoqué par une nouvelle arme US](#)

3 - Pour savoir ce qu'écrira demain le Parti de la Presse et de l'Argent en France parcourez la liste - non exhaustive - des médias d'opposition au Venezuela.

- RCTV, soi-disant « fermée par Chavez en 2007 », voir

<http://www.acrimed.org/article2639..html>. Et aussi « [Des médias qui rêvent d'un putsch](#) »

- [Globovision](#), ou la presse écrite : [Tal Cual](#), [El Nacional](#), [El Universal](#), et le circuit de radios privées : <http://www.unionradio.net/Actualidad/>

La liste complète des 171 médias de toute sorte existant au Venezuela est disponible sur : [http://www.800guia.com/pagina\\_medios/venezuela.htm](http://www.800guia.com/pagina_medios/venezuela.htm).

Il faut y ajouter 500 médias communautaires, journaux, radios et TV, qui ont une aire de diffusion locale.

4 - [Etant Dupain & Maxime Vivas : la dette extérieure d'Haïti, une hypocrisie française & Laurent Fabius a égaré son dictateur](#)

5 - On ne saurait que trop conseiller les traitements déjà disponibles sur la dévaluation et l'inflation : « [Jean Pierre Langellier procède à une nouvelle dévaluation du journalisme](#) » : ou sur les manifestations pour et contre le régime : « [Ceci n'est pas un soutien populaire](#) »

Sans oublier les vitamines apportées par le journal [Le Plan B](#) et le collectif [Action Critique médias \(ACRIMED\)](#)

---

**« El País » bâillonne Chavez**

**(Et RCTV appuie la « solution militaire » pour en finir avec Chavez).**

Une fois de plus, le journal espagnol El País nous donne une leçon de journalisme de qualité avec son éditorial du 26 janvier, intitulé « Chávez Amordaza. » (Chavez censure). Cet éditorial marque la ligne idéologique d'un journal et dans le cas présent, il définit très clairement la position du média vis-à-vis du processus vénézuélien.

El País critique la suspension temporaire de 6 chaînes de télévision au Venezuela. American Network, America TV, Momentum, RCTV, Ritmo Son et TV Chile, sont suspendues jusqu'à ce qu'elles acceptent de respecter les lois en vigueur. Les points soulignés par El País correspondent parfaitement avec ce qui se diffuse internationalement dans les médias commerciaux.

L'éditorial s'ouvre en affirmant que « le gouvernement vénézuélien a définitivement coupé le signal au canal de télévision ». Or la suspension de la possibilité d'émettre de ces six chaînes n'est pas définitive. Il n'y a aucune déclaration de la part des responsables de cette mesure qui indique qu'elle sera définitive, au contraire il s'agit d'une suspension temporaire. Cela a été dit et redit par la Commission Nationale des Télécommunications, CONATEL (équivalent du CSA) et les compagnies de câble elles-mêmes ont insisté en ce sens auprès des chaînes privées. Ce n'est donc en rien une suspension définitive comme le clame l'article.

Les chaînes suspendues, qui avaient parfaitement connaissance du cadre juridique qu'elles étaient dans l'obligation de respecter, doivent se présenter devant la CONATEL pour s'enregistrer comme production nationale audiovisuelle et ainsi réunir les conditions requises par la loi de responsabilité Sociale pour la Radio et la Télévision (Resorte). Elles pourront dès lors immédiatement recommencer à émettre. C'est donc une mesure de réajustement vis-à-vis des lois vénézuéliennes. Le canal TV Chile, par exemple, voit son signal déjà en cours de rétablissement

Cependant, dans ce spectacle, Radio Caracas Television (RCTV) a un autre objectif : créer de l'agitation dans des rues. Il faut rappeler que RCTV a participé activement au coup d'Etat du 11 avril 2002, et à d'autres tentatives de déstabilisation ces dernières années. Son objectif semble être de se victimiser, de maintenir la situation de conflit dans la rue, et de créer de la violence. Le 26 janvier, la mort de deux étudiants dans la ville de Mérida a été confirmée, l'un d'entre eux était membre du Parti Socialiste Unifié du Venezuela, et manifestait pour appuyer les mesures du gouvernement.

El País continue en expliquant que « Caracas accentue sa politique visant à faire taire les médias d'information critiques ». Depuis que Chávez gouverne, aucun média de communication ne s'est vu interdire pour avoir été critique. Dans le cas en question de RCTV en 2007, c'est la concession pour émettre sur le canal hertzien public qui est arrivée à terme. La chaîne a été transférée vers le réseau câblé et satellite. En 2007, le même journal répétait à l'envi que RCTV avait été fermée. Dans ce cas, si la chaîne a été fermée en 2007, comme le claironnaient les grands médias, qu'est-ce qui est fermé aujourd'hui par le gouvernement ?

El País insiste également sur la question de la répression : « ce n'est pas la première fois que des voix discordantes sont supprimées » ... « en août passé, Caracas a muselé trente autres stations de radio qui supposément n'auraient pas renouvelé leur concession administrative ». En août 2008 les concessions de diffusion pour 34 radios sur les plus de 800 existantes au niveau national ont été révoquées. Ces stations furent fermées, non pas pour des raisons politiques, mais parce qu'elles refusaient de respecter la Loi Organique des Télécommunications. Certaines d'entre elles n'étaient même pas d'opposition, toutes les stations du pays ayant été inspectées en application de la loi et certaines d'entre elles présentaient des irrégularités.

Celles-ci eurent un délai de plusieurs mois pour régulariser leur situation, et finalement, celles qui n'y avaient pas remédié ont été fermées. Ces mesures sont habituelles dans tous les pays, les stations qui ne respectent pas la loi sont suspendues. Certaines d'entre elles, héritées de père en fils, dans la totale illégalité, appartenaient à des entrepreneurs de l'opposition qui, une fois de plus, ont profité de l'application de la loi pour générer des troubles et accuser le gouvernement d'attaquer la liberté d'expression. La mise à jour des ondes permet d'ailleurs de libérer certaines fréquences pour les médias associatifs, qui connaissent un boom depuis leur légalisation par le gouvernement bolivarien et de poursuivre ainsi la démocratisation du « latifundio radio-électrique ».

El País, dans son éditorial, cite que « la commission inter-américaine des droits humains considère la mesure comme une atteinte aux garanties constitutionnelles et ajoute que les chaînes fermées n'ont pas eu la possibilité de se défendre devant une autorité impartiale. » Nous ne savons pas à quoi il est fait allusion par « se défendre devant une autorité impartiale ». La CONATEL est l'organisme public qui régule les télécommunications au Venezuela et ses portes sont ouvertes pour que ces chaînes présentent les pré-requis édictés par la Loi Resorte et rétablissent leur diffusion. Diosdado Cabello, président de la CONATEL l'a répété une fois encore : « le signal est resté ouvert pour les autres télévisions qui ont été établies comme productions nationales, la loi est la même pour tout le monde. Nous avons tous les mêmes droits et devoirs ».

L'éditorial accuse également Chavez du fait de ses politiques économiques : "Chavez opère un contrôle des prix, la fermeture de centaines de commerces et menace d'expropriation. Tout un arsenal antidémocratique". Certains entrepreneurs vénézuéliens ont profité des rumeurs des conséquences de la dévaluation de la monnaie pour augmenter leurs prix de leurs produits sans justification, jusqu'à + 300%, pour spéculer et d'enrichir. Si prendre des mesures pour contrôler la spéculation, l'augmentation des prix et les monopolisations est antidémocratique, qu'est-ce que El País considère comme démocratique ? Appuyer les entrepreneurs qui trichent, qui volent et pratiquent l'usure ?

Finalement, il est affirmé que "Radio Caracas Télévision International refuse de transmettre les discours doctrinaires du président". Parmi les normes non respectées par ces canaux, y compris RCTV l'on trouve : non transmission des allocutions présidentielles (pas uniquement les directs), non diffusion de l'hymne national, non annonce du type de production, des éléments de langage, santé, sexe et violence, la diffusion de plus de deux heures de séries pour adultes aux horaires pour enfants. Ce n'est donc pas seulement pour ne pas transmettre, lorsque ceci est envisagé, les discours du président.

Le plus préoccupant est un fait qui n'a pas été publié par la presse commerciale internationale, les déclarations de Noel Álvarez, président de la Fédération des Chambres et Associations de Commerce et de Production du Venezuela, Fedecamaras (équivalent du MEDEF).

Le 21 janvier, sur RCTV, la chaîne défendue par ces médias pour son caractère si démocratique, Noel Álvarez déclare que la solution pour en finir avec Chavez est la "solution militaire" (heureusement qu'il n'a pas dit la solution finale ...), avec la réaction enthousiaste du journaliste-intervieweur vedette de RCTV, Miguel Ángel Rodríguez, qui applaudit triomphalement à cette idée de la "solution militaire".

Évidemment, El País ne le mentionne pas. Serait-ce parce que ce journal défend également la solution militaire ?

Ce type d'éditorial est un exemple de la position de El País vis-à-vis de Chavez. Jour après jour, il bombarde de manière maladroite, à la limite de la paranoïa, une kyrielle d'articles contre le président Chavez. Il devient urgent de se demander : s'ils pensent tout cela d'un président élu par plus de 60% de la population vénézuélienne, alors que pensent-ils des millions de sympathisants qui appuient le président Chavez ? La réponse semble être claire : il les méprise.

Demi vérités, déformation, mensonge, insultes, manipulation, toute un vocabulaire utilisé pour s'en prendre quotidiennement au Président Chavez. Et en réalité, ce qu'à l'air d'oublier ce média, peut être parce qu'il a perdu tout principe démocratique, c'est qu'au fond tout cela représente l'indifférence pour la décision des électeurs vénézuéliens. Une fois encore, El País méprise le peuple vénézuélien.

Vidéo des déclarations de Noel Álvarez sur RCTV où il demande une « solution militaire », à partir de 1 min 40 : [http://www.youtube.com/watch?v=J\\_5MxTBSVms](http://www.youtube.com/watch?v=J_5MxTBSVms)

*Rafael Rico Ríos pour Rebelión, 27 janvier 2010.*

*Traduction : Grégoire Souchay pour <http://www.larevolucionvive.org.ve/>*

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Le-PPA-declare-la-guerre-a-la-nouvelle-conspiration-chaviste.html>

